



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et Logement
des Pays de la Loire**
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2025-0243 du 29 JUL. 2025

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France

Lieu-dit « Les Mézières » à Beillé et lieu-dit « La Béguinière » à Tuffé Val de la Chéronne

Mise en demeure et mesures conservatoires

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.181-49, R.512-39 et R.516-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et notamment l'article 12 sur la fin d'exploitation, la remise en état et le remblayage de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 910-3026 du 11 octobre 1991 autorisant la Société des Carrières et Travaux de l'Huisne (S.C.T.H.) à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires et l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04-4087 du 9 septembre 2004 concernant l'exploitation de la carrière de sables et graviers située au lieu-dit « Les Mézières » sur la commune de Beillé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08-3262 du 3 juillet 2008 autorisant la Société des Carrières et Travaux de l'Huisne (S.C.T.H.) à exploiter la carrière de sables et graviers située au lieu-dit « Les Mézières » sur le territoire de la commune de Beillé et au lieu-dit « La Béguinière » sur le territoire de la commune de Tuffé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2015-0239 du 4 décembre 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France pour la carrière susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2017-0125 du 28 mars 2017 autorisant le renouvellement d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers avec installation de traitement de matériaux, se situant sur les communes de Beillé et Tuffé Val de la Chéronne, au profit de la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France jusqu'au 2 juillet 2023 ;

Vu le porter à connaissance présenté le 16 octobre 2023 par la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France en vue de la modification des conditions de remise en état concernant la carrière susvisée ;

Vu la demande d'enregistrement ICPE déposée le 10 juillet 2024 par la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France concernant le maintien de l'installation de traitement et d'une plateforme de transit de matériaux inertes sur les terrains de la carrière susvisée ;

Vu la notification de cessation d'activité présentée en janvier 2024 par la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France ainsi que les attestations ATTES-SECUR de février 2024, ATTES-TRAVAUX de mars 2024 et ATTES-MEMOIRE de mars 2024 concernant la carrière susvisée ;

Vu le porter à connaissance transmis le 12 mai 2025 par la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France en vue de la continuité du remblayage de la carrière susvisée ;

Vu les courriers de l'administration adressés à la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France relatifs à l'instruction de ces différents dossiers ;

Vu l'article R.181-49 du code de l'environnement qui dispose : « *La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.*

La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés. » ;

Vu l'article 12.2. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé qui dispose : « *L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.*

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- *la mise en sécurité des fronts de taille ;*
- *le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;*
- *l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. » ;*

Vu l'article R.512-75-1 du code de l'environnement qui dispose notamment : « *1.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article [L.511-1](#) et, le cas échéant, à l'article [L.211-1](#), lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article [R.511-9](#) sur une ou plusieurs parties d'un même site.*

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R.512-39-2, R.512-46-26 et R.512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. » ;

Vu l'article R.512-39 du code de l'environnement qui dispose notamment : « Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R.512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R.512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R.512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. » ;

Vu l'article R.516-1 du code de l'environnement qui dispose notamment : « Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières [...] sont :
[...]

2° Les carrières » ;

Vu les rapports de l'inspecteur de l'environnement établis suite à la visite inspection du 23 avril 2025 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 juillet 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté notamment les faits suivants :

- Les activités pratiquées par la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France sur le site s'inscrivent dans la continuité de l'autorisation initiale. Mais, l'exploitant n'a pas sollicité leur poursuite dans les conditions d'anticipation prévues par le code de l'environnement six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation ;
- L'exploitant n'a pas finalisé la remise en état du site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état n'a pas été achevée à l'échéance de l'autorisation ;
- La réhabilitation ou remise en état n'a pas placé les terrains d'assiette dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;
- L'exploitant n'a pas disposé de la possibilité de différer sur sa demande expresse et justifiée, la réhabilitation, telle que définie à l'article R.512-75-1. ;

Considérant que ces constats ne correspondent pas au porter à connaissance présenté le 16 octobre 2023 susvisé relatif à la modification des conditions de remise en état ;

Considérant que ces constats montrent que la notification de cessation d'activité présentée en janvier 2024 susvisée n'est pas réalisée en totalité et qu'il y a une poursuite d'activités sur le site ;

Considérant que la demande d'enregistrement ICPE déposée le 10 juillet 2024 susvisée concernant le maintien de l'installation de traitement et d'une plateforme de transit de matériaux inertes ne pourrait pas aboutir sur une suite favorable et, s'agissant en fait d'une modification d'une installation classée autorisée que la procédure d'enregistrement engagée n'apparaît pas adaptée à la situation ;

Considérant que la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France poursuit l'activité sans avoir adressé de demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation environnementale au préfet ;

Considérant que les activités pratiquées sur le site s'inscrivent en fait dans la continuité de l'autorisation initiale à laquelle répond en partie le porter à connaissance transmis le 12 mai 2025 susvisé en vue de la continuité du remblayage de la carrière ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions susvisées des articles R.181-49, R.512-39, R.512-75-1 du code de l'environnement et de l'article 12.2. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France de respecter les prescriptions des articles R.181-49, R.512-39, R.512-75-1 du code de l'environnement et de l'article 12.2. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé pour régulariser la situation administrative de ses activités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une régularisation de la situation administrative de l'installation nécessite un certain délai ;

Considérant qu'afin de garantir les intérêts visés par les dispositions du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement, il y a lieu d'imposer, dans l'attente de l'aboutissement de la régularisation prescrite par le présent arrêté, et sans préjuger de ses conclusions, le respect des conditions techniques d'exploitation nécessaires pour la protection des intérêts précités conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 8 juillet 2025 et que celui-ci a répondu ne pas avoir d'observation par courriel du 21 juillet 2025 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1

La SAS PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France, dont le siège social se situe 54 avenue de L'Atlantique - 53000 Laval, exploitant une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Les Mézières » sur le territoire de la commune de Beillé et au lieu-dit « La Béguinière » sur le territoire de la commune de Tuffé Val de la Chéronne, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative au titre de la réglementation des installations classées :

- soit en adressant une demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale qui présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications

envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation, comme le prévoit l'article R.181-49 du code de l'environnement ;

- soit le cas échéant, en cessant ses activités et en procédant à la remise en état dont le respect des dispositions prévues aux articles R.512-39 et R.512-75-1 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 12.2. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé.

Les délais pour respecter ces prescriptions sont les suivants :

- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les quatre mois et l'exploitant fournit dans le même délai les attestations prévues à l'article R.512-39-2 et suivants ;
- Dans le cas où il opte pour une régularisation de l'installation et des activités existantes, l'exploitant dépose un dossier de demande dans un délai de douze mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2

A compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de régularisation de la situation administrative des installations et activités exercées sur le site « Les Mézières » sur la commune de Beillé ; l'exploitant s'assure que les installations et activités satisfont aux dispositions générales des arrêtés ministériels du 22 septembre 1994 modifié et du 26 novembre 2012 modifié susvisés ainsi qu'aux dispositions de remise en état du site figurant dans l'arrêté préfectoral initial et dont les plans sont annexés.

L'exploitant actualise l'acte de cautionnement au titre des garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement et le transmet au préfet. Cette transmission doit être complétée par les éléments pour le calcul du montant de référence des garanties financières listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement valide jusqu'à la mise à l'arrêt définitif des installations.

Article 3

Les dispositions de l'article 2 ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation exigée par la présente mise en demeure.

Article 4

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mamers, les Maires de Beillé et Tuffé Val de la Chéronne, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, et l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

[Christine TORRES]

Annexe I : Extrait de l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2017-0125 du 28 mars 2017
- Plans de phasage d'exploitation et remise en état coordonnée (annexe 3)

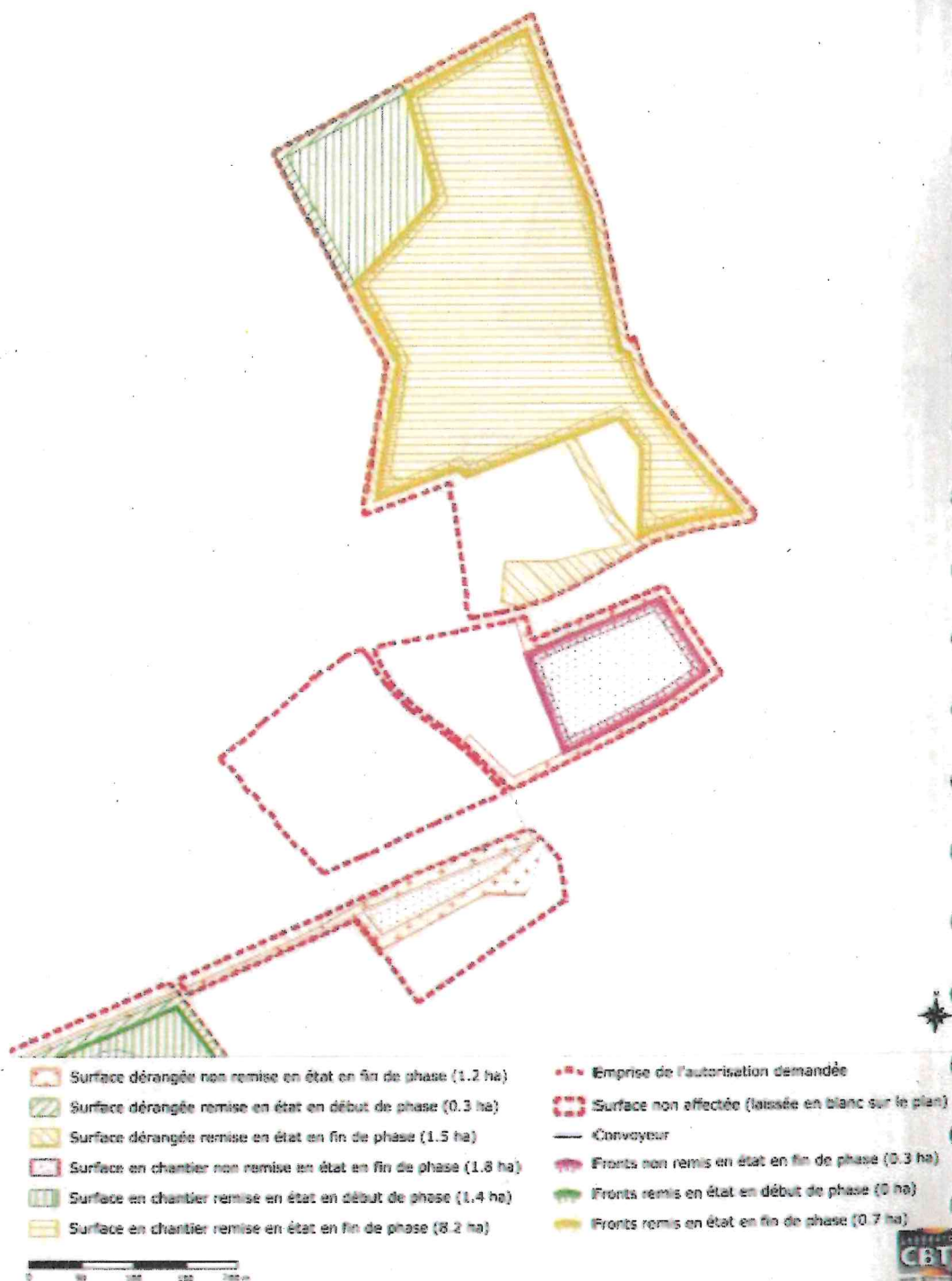




PIGEON GRANULATS
CENTRE ILE-DE-FRANCE

Carrière "Les Mézières"
Communes de BELLÈ (72) et TUPPE (72)
Dossier de demande d'autorisation d'exploitation

Plan de phasage prévisionnel et garanties financières
Fin de phase 1 (fin 2014 - fin 2019) - secteur Nord-Est



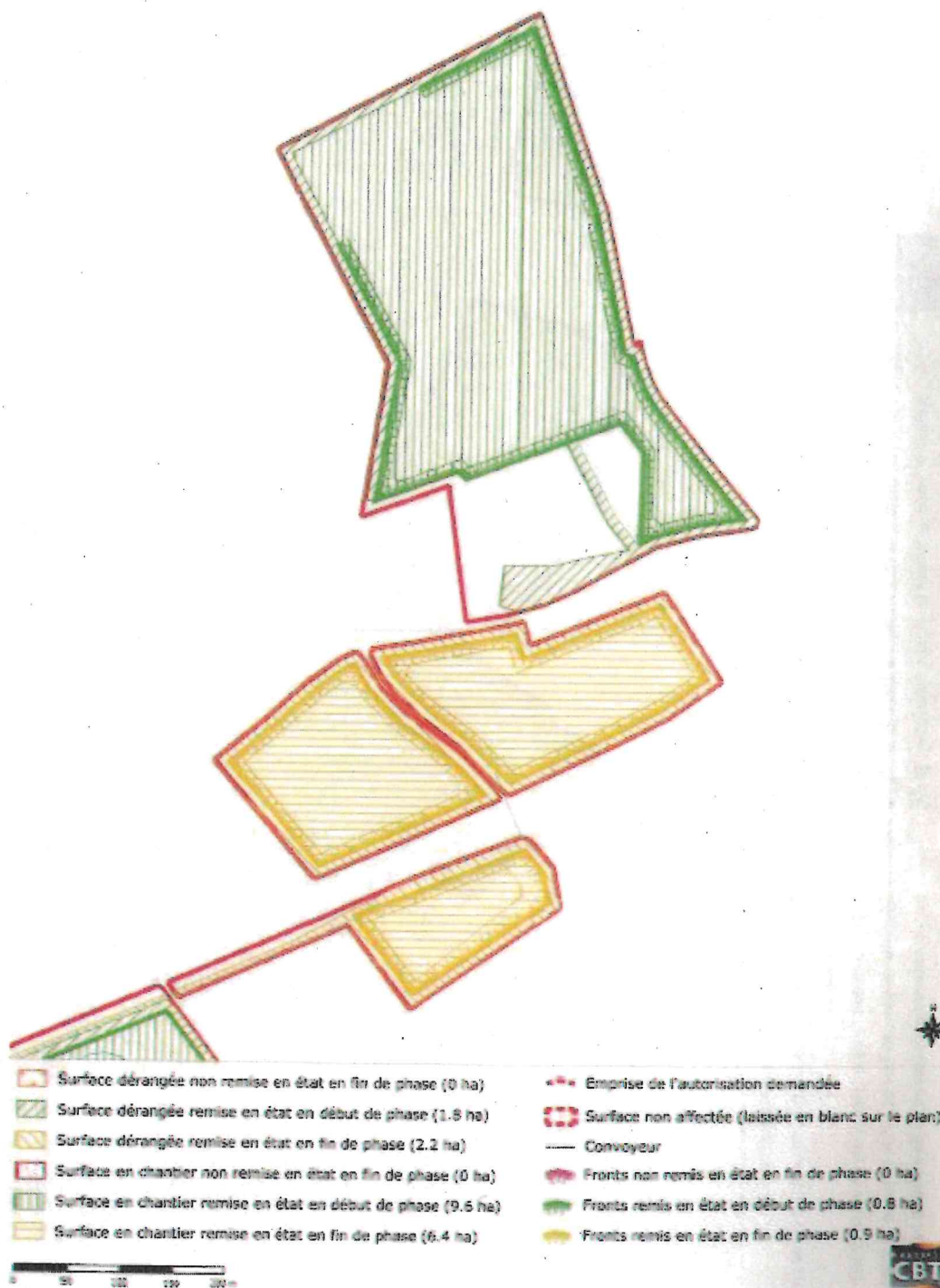




PIGEON GRANULATS
CENTRE ILE-DE-FRANCE

Carrière "Les Minéras"
Communes de BEULLE (72) et TURPIN (71)
Dossier de demande d'autorisation d'exploitation

Plan de phasage prévisionnel et garanties financières
Fin de phase 2 (fin 2019 - fin 2023) - secteur Nord-Est



Annexe 2 : Extrait de l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2017-0125 du 28 mars 2017
- Plans de remise en état finale (annexe 4)

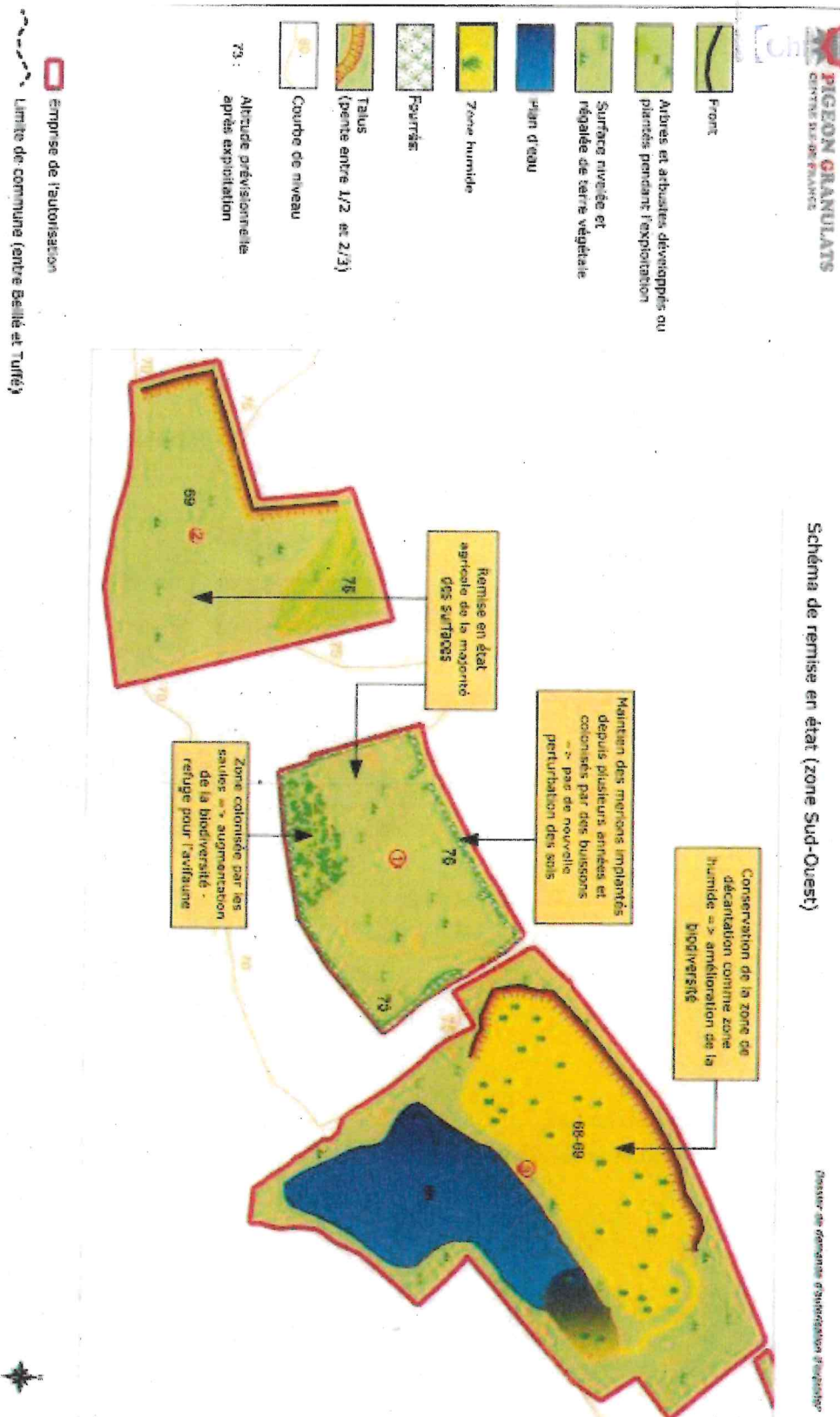
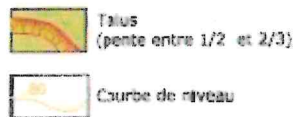
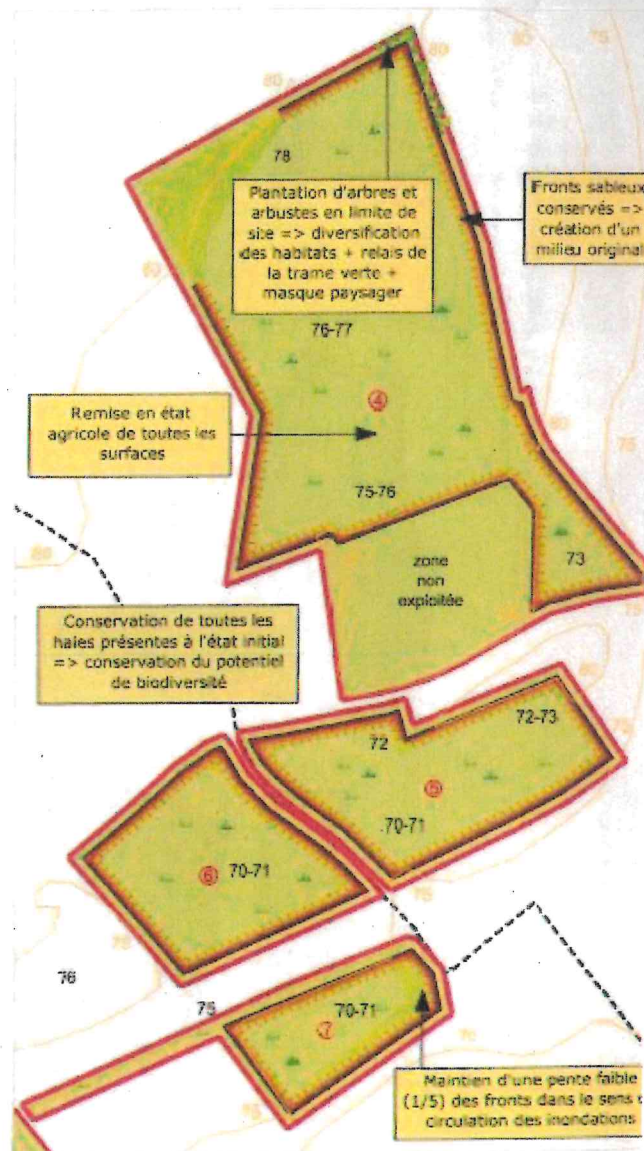


Schéma de remise en état (zone Nord-Est)



73 : Altitude prévisionnelle après exploitation



Emprise de l'autorisation

Limite de commune (entre Beillé et Tuffé)

0 50 100 150 200 m

